ANNÉE MONDIALE DES RÉFUGIÉS : LA RÉPONSE DU CANADA

MARLENE EPP

Marlene Epp, Professeure émérite, du Conrad Grebel University College, Université de Waterloo.

À la fin de l'année 1958, l'Assemblée Générale des Nations Unies a déclaré que l'année 1959–60 serait reconnue comme l'année mondiale des réfugiés (WRY). Bien que cette décision ait été prise dix ans après le « flux » des réfugiés et des personnes déplacées après la Seconde Guerre mondiale, elle a été initiée pour faire face à une population de réfugiés présente encore en Europe et à l'émergence de nouvelles crises de déplacement en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Entre 1947 et 1962, le Canada a admis un quart de million de réfugiés et de personnes déplacées, dont la moitié est arrivée entre 1946 et 1951[1].Cependant, la responsabilité du Canada dans sa contribution à une crise mondiale n'est pas terminée.

Le Comité canadien pour l'année mondiale des réfugiés (CCWRY) a été créé en 1959 et conduit par Muriel Jacobson, une femme qui possède une grande expérience internationale dans le domaine des réfugiés et des personnes déplacées[2]. Les objectifs du Comité étaient de sensibiliser le public – « pour attirer l'attention sur le problème des réfugiés et susciter chez les Canadiens un esprit de compassion à l'égard du drame des réfugiés dans le monde entier » – et de collecter des fonds pour soutenir le travail du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) en vue d'assainir les derniers camps de réfugiés en Europe et soutenir l'intégration ou le réétablissement de ces réfugiés ainsi que de nombreuses autres personnes dans d'autres parties du monde.

Le public est peu sensibilisé sur l'année spéciale, si ce n'est par la décision du Canada d'admettre 300 réfugiés atteints de tuberculose – une maladie qui, à l'époque, interdisait l'admission – ainsi que 526 membres de leur famille[3]. La conversation entre les Canadiens sur l'année mondiale des réfugiés fait apparaître un gouvernement fédéral réticent, une

initiative nationale largement démocratique dirigée, pour l'essentiel, par une seule femme, et un mouvement populaire d'acteurs de la société civile déterminés à améliorer le sort des apatrides et des sans-abris dans le monde.

> **« Ce qui est particulièrement intéressant dans le cas de l'année mondiale des réfugiés au Canada, c'est son rôle de précurseur dans l'engagement de la société civile sur les questions relatives aux réfugiés, y compris le parrainage privé, un phénomène qui tend à être mis en évidence à partir de la fin des années 1970. »**

Le comité canadien pour l'année mondiale des réfugiés était composé de 45 organisations parrainantes, dont des groupes confessionnels, des associations ethniques, un large éventail de groupes féminins, des groupes d'étudiants, des syndicats et toute une série d'ONG. Ces groupes transcendent les lignes idéologiques et représentent un collectif remarquable d'acteurs réunis autour d'une cause commune. Ce qui est particulièrement intéressant dans le cas de l'année mondiale des réfugiés au Canada, c'est son rôle de précurseur dans l'engagement de la société civile sur les questions relatives aux réfugiés, y compris le parrainage privé, un phénomène qui tend à être mis en évidence à partir de la fin des années 1970.

Dans le cadre de ses efforts promotionnels, le comité canadien pour l'année mondiale des réfugiés a appelé les gens à « se souvenir » qu'il y avait encore des réfugiés sans abri et désespérés en Europe. Cet appel était à la fois poétique et émotionnel, à l'instar d'une grande partie de la rhétorique entourant l'année mondiale des réfugiés en général. L'effort fait appel à la culpabilité de ne pas avoir une âme charitable – ou à induire cette culpabilité – chez les Canadiens qui commençaient à connaître une prospérité d'après-guerre et qui leur permettait d'acheter des maisons, des appareils ménagers modernes et de partir en vacances. Un éditorial du *Globe and Mail* affirmait d'ailleurs que « le Canada, l'une des nations les plus riches et les plus respectées du monde, a la lourde obligation de jouer un rôle de premier plan dans cette grande mission humanitaire »[4]. Le volet éducatif de de l'Année mondiale des réfugiés au Canada comprenait également des documents démontrant que « les Nouveaux Citoyens sont de Nouveaux Atouts[5] » et proposait des histoires de Canadiens célèbres qui étaient des réfugiés.

Afin de s'identifier au sort des réfugiés et de susciter l'empathie, le comité canadien pour l'année mondiale des réfugiés a déclaré la semaine du 24 au 30 avril 1960 « semaine de l'austérité ». Les Canadiens sont encouragés à « se priver de quelque chose cette semaine et à donner ce qu'ils ont économisé à l'année mondiale des réfugiés… Nous pouvons tous faire beaucoup en agissant tous un peu »[6]. Les citoyens étaient encouragés à placer une boîte de collecte dans « un endroit bien visible » dans leur maison durant la semaine d'austérité pour signifier tous les « actes positifs d'abnégation », suggérant que « les cigarettes, l'alcool, les billets de cinéma et de théâtre, la danse et autres divertissements, les salons de beauté et le coiffeur, les glaces, les sucreries et le chocolat » fourniraient les

« principales occasions de se priver de quelques chose »[7].

Outre l'éducation, la collecte de fonds a été un aspect important de l'année mondiale des réfugiés. Une vente aux enchères de vêtements inuits, d'un harpon et de sculptures en pierre de savon, organisée à Toronto le 5 mai 1960 et qui a rapporté 5 000 dollars, a été une réussite qui a attiré l'attention du monde entier, sous le nom d'Opération Eskimo. Peter Casson, le représentant du HCR au Canada, rendit visite aux « Esquimaux » du centre de réhabilitation de Frobisher Bay en avril 1960. Casson, qui a s'est fait pris en photos avec des artistes inuits et des enfants en costume traditionnel, a déclaré qu'il en avait « assez de mendier dans tout le Canada » et qu'il pensait « qu'un cadre arctique [...] donnerait un sentiment de couleur et d'urgence au sort de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui croupissent encore dans des camps ».

Représentant les Inuits, Abe Okpik a déclaré que les Esquimaux « savaient ce que c'était que d'avoir besoin de nourriture et d'un abri, car ils en avaient manqué à maintes reprises par le passé »[8].

L'ironie du sort, est que les Premières nations avaient été également confrontées à des problèmes de logement, de soins de santé et d'éducation, et qu'elles manquaient de sécurité alimentaire, alors qu'on leurs demandaient d'aider les réfugiés, et cela n'a pas été évoquée dans les articles de presse. Les médias ont conclu que « si les Esquimaux, qui vivent dans une région dépourvue de tout confort tel que nous le connaissons, peuvent prendre sur leurs maigres revenus pour aider les réfugiés, donc incontestablement tous les Canadiens du Sud ne peuvent pas se permettre d'en faire moins ![9] » Les Inuits sont décrits avec condescendance, mais loués pour leur empathie envers les réfugiés alors que les Canadiens d'ailleurs n'ont pas été à la hauteur.

Parmi les autres initiatives de collecte de fonds, il y a eu l'initiative du *Border Crossing Pennies*, qui consistait à placer des boîtes à dons aux frontières entre le Canada et les États-Unis pendant la saison touristique, afin que les voyageurs puissent saisir le privilège des frontières libres. La vente d'ouvre-bocaux, ainsi que des représentations de dîners-théâtre – organisés principalement par des femmes – ont généré de petites sommes d'argent pour la cause. De nombreux Canadiens ont envoyé d'un à cinq dollars afin de « faire un geste » en faveur des sans-abris dans le monde. Le don des ventes de repas par les restaurants chinois de Toronto est une autre initiative qui fait écho des efforts locaux et actuels en faveur des réfugiés ukrainiens.

Un troisième résultat important, parallèlement à l'éducation et à la collecte de fonds, bien qu'il ne fasse pas initialement partie du mandat du comité canadien pour l'année mondiale des réfugiés, a été le parrainage privé de réfugiés, représentant une volonté fondamentale de la part de certains citoyens d'ouvrir les portes du Canada. Les résidents du quartier Orchard Heights de Port Credit, en Ontario, ont été les premiers parrains privés d'une famille de cinq réfugiés européens en provenance de Yougoslavie. Dirigé par Fred Davis, personnalité du monde de la télévision, et sa femme Jo Davis, Orchard Heights était prêt à parrainer une famille de réfugiés sans distinction de « profession, de religion ou de nationalité », et se sont mobilisé avec des écoliers pour une collecte de vitamines et d'ustensiles de cuisine, un médecin et un dentiste

du quartier qui ont offert des services gratuits, et des denrées alimentaires données par l'épicerie du coin. Le processus a connu de nombreux retards pour des raisons bureaucratiques, ce qui a incité l'écrivain Pierre Berton à souligner que le groupe Orchard Heights accepterait « n'importe quelle famille », mais que les réglementations gouvernementales restrictives les obligeaient à faire des choix concernant la taille de la famille, la profession et l'appartenance religieuse. En fin de compte, l'exemple de l'action communautaire d'Orchard Heights s'est répandu jusqu'à ce que treize groupes à travers le Canada aient parrainé 17 familles comprenant 70 personnes[10].

Bien que la critique de la politique gouvernementale ne soit pas l'un des objectifs déclarés de l'année mondiale des réfugiés, celle-ci a tout de même été mise en avant. Par exemple, le *Globe and Mail* a publié une déclaration forte à l'approche de la fin de l'année mondiale des réfugiés : « En tant que nation, nous n'avons pas l'habitude de fonder nos politiques nationales sur des principes humanitaires. La politique d'immigration du Canada, comme presque toutes les politiques d'immigration, est lourdement discriminatoire et peu soucieuse de justice sociale. Elle a été élaborée dans le seul but de servir les intérêts immédiats du Canada. Elle n'a certainement pas été conçue pour aider à résoudre le problème des réfugiés ». L'admission d'un grand nombre de réfugiés hongrois en 1956, selon l'auteur, a été faite principalement pour tirer parti d'une vague de sentiments anticommunistes plutôt que dans le but réel d'aider les réfugiés. Ce qu'il faut, suggère l'auteur, c'est « une politique entièrement nouvelle fondée sur des valeurs humanitaires »[11].

L'année mondiale des réfugiés a-t-elle été un succès au Canada ? L'impact financier n'a pas été considérable[12]. Pourtant, alors que les sondages d'opinion de la fin des années 1950 montraient que 64 % des Canadiens étaient opposés à une augmentation de l'immigration, en mars 1960, 61 % d'entre eux étaient favorables à l'admission de certains réfugiés du « noyau dur ». Les initiatives éducatives autour de l'année mondiale des réfugiés ont peut-être commencé à creuser le fossé du racisme qui prévalait parmi les Canadiens à l'égard des immigrés non-blancs. Notre compréhension du système de points introduit dans la réglementation canadienne en matière d'immigration au début des années 1960 – a été souvent salué comme une fin progressive des approches fondées sur la race – qui doit être nuancée par notre compréhension des années qui l'ont précédée. L'année 1960 a été décrite comme « l'année où le Canada a ouvert son cœur », alors que moins de deux ans plus tard, la presse annonçait que l'immigration à grande échelle de l'après-guerre était officiellement terminée.

Dans son rapport final, Mme Jacobson a déclaré que « le premier objectif du Comité canadien pour l'année mondiale des réfugiés – celui de créer un

« Bien que les petites actions des individus dans les endroits reculés du Canada puissent sembler aussi dérisoires que les efforts du gouvernement en faveur des réfugiés, cependant il ne faut pas sous-estimer le pouvoir, à long terme, de l'enthousiasme et de l'action collective en faveur d'une cause. »

climat favorable à l'opinion publique en faveur des réfugiés – a été largement atteint »[13]. Bien que les petites actions des individus dans les endroits reculés du Canada puissent sembler aussi dérisoires que les efforts du gouvernement en faveur des réfugiés, cependant il ne faut pas sous-estimer le pouvoir, à long terme, de l'enthousiasme et de l'action collective en faveur d'une cause. Une grande partie de l'intérêt collectif qui s'est manifesté au cours de l'année mondiale des réfugiés a ouvert la voie à un engagement plus large de la société civile dans les années à venir. Nous ne pouvons pas mesurer l'impact direct de l'année mondiale des réfugiés sur la future réponse du Canada aux réfugiés, mais elle donne un aperçu d'un moment de grande intensité où les Canadiens ont été encouragés à penser et à agir au niveau local pour répondre à un besoin mondial.

RÉFÉRENCES

1. Ninette Kelley and Michael Trebilcock, *The Making of the Mosaic : A History of Canadian Immigration* Policy, 2nd edition (Toronto, ON : University of Toronto Press, 2010), 345. For analyses of Canada's immediate post-war responses to DPs, see Julie Gilmour, « "And Who is My Neighbour" : Refugees, Public Opinion and Policy in Canada Since 1900 », in *Canada Among Nations 2008: 100 Years of Canadian Foreign Policy*, ed. Robert Bothwell, et al. (Montreal and Kingston : McGill-Queen's University Press, 2009). See also my booklet, *Refugees in Canada : A Brief History* (Ottawa : Canadian Historical Association, 2017).

2. Biography, Muriel W. Jacobson, M.A. In McMaster University, Mills Library, The William Ready Division of Archives and Research Collections, Canadian Committee for World Refugee Year (CCWRY) Fonds, Series 4, Box 6, File 23, Information re. Muriel Jacobson [195-]-1968.

3. Kelley and Trebilcock, *The Making of the Mosaic*, 348.

4. « A Matter of Conscience », Editorial, *Globe and Mail*. Undated typescript on letterhead of Canadian Committee for World Refugee Year. In Mennonite Heritage Archives (MHA), Winnipeg, Manitoba, volume 1350, file 1120.

5. « Suggestions for Contents of Kit ». In CCWRY Fonds, Series 5, Box 7, File 1, Fundraising materials, 1959-1960.

6. « Refugee 'Austerity Week', April 24-30, 1960 8-Second Announcements ». In CCWRY Fonds, Series 5, Box 7, File 5, Austerity Week, T.V. spot announcements, 1960.

7. « World Refugee Austerity Week, April 24-30, 1960, Practical Suggestions for Local WRY Committees and Organizations ». In CCWRY Fonds, Series 5, Box 7, File 7, Austerity Week notices, 1960.

8. Irene Baird, « Frobisher Bay Talks to the World », *Northern Affairs Bulletin*, vol.7, no.3 (May-June 1960) : 29. In CCWRY Fonds, Series 5, Box 7, File 16, Frobisher Bay, Eskimo Auction, 1960.

9. « An Example to All of Us », suggested editorial by CCWRY. In CCWRY Fonds, Series 5, Box 7, File 17, Eskimos and Auction, 1960.

10. « Report on Private, Voluntary Action in Canada during World Refugee Year ». In CCWRY Fonds, Series 2, Box 4, File 10, Final Report, 1960-1961.

11. R. Val Scott, « Canada and the Refugees », *Globe and Mail*, January 6, 1960, p.6. ProQuest Historical Newspapers, online.

12. In its final report, the CCWRY reported that 2.5 million dollars had been raised by individuals, sponsoring organizations, and local committees. Government contributions through various programs raised the total to 4.2 million dollars raised in Canada for WRY.

13. « Report on Private, Voluntary Action in Canada during World Refugee Year ». In CCWRY Fonds, Series 2, Box 4, File 10, Final Report, 1960-1961.